

gouvernements fédéral et provinciaux pour trouver des solutions. Pris individuellement, les Canadiens ne reçoivent ni l'éducation ni la formation de qualité dont ils ont besoin pour réussir sur le marché du travail. Et collectivement, ils ne bénéficient pas de la qualité voulue pour soutenir la concurrence à l'échelle internationale.

Les Canadiens croient que les entreprises doivent intervenir davantage dans l'élaboration des programmes d'études.

Selon eux, pour obtenir de bons résultats, nous devons nous assurer que les enfants d'âge préscolaire sont prêts à apprendre. Il nous incombe de prendre les mesures nécessaires pour fournir aux enfants membres de foyers défavorisés l'aide dont ils ont besoin pour surmonter leurs difficultés d'apprentissage. Autrement, cet état de personne désavantagée sera transmis, avec tous les coûts socio-économiques lui étant inhérents, d'une génération à l'autre, comme une autre dette non acquittée.

L'année scolaire est plus courte au Canada que dans bien d'autres pays (185 jours, comparativement à 240 au Japon, par exemple).² Il en est ainsi depuis l'époque où la plupart des enfants devaient aider aux travaux de la ferme pendant l'été. Il ne faut pas allonger l'année scolaire sans raison valable, mais il y aura lieu de le faire si cela s'impose pour accroître la qualité de l'éducation.

La concurrence existe aussi dans le domaine de la formation professionnelle. Une main-d'oeuvre dûment formée est plus productive. Le pays qui en est doté dispose d'un avantage insurmontable.

Le moment est venu de commencer à voir la formation comme un processus permanent : on se forme avant d'obtenir son premier emploi, pendant que l'on occupe un emploi, et entre deux emplois. Il est grand temps que les cadres, les syndicats, le gouvernement et les éducateurs perçoivent l'amélioration de la formation comme un objectif commun à poursuivre ensemble.

La qualité de la gestion représente un autre plan où nous devons soutenir la concurrence internationale. Le moment est venu pour les cadres de se poser des questions difficiles tout en faisant leur examen de conscience. Comparativement à nos homologues d'Osaka, de Francfort ou d'Atlanta, que valent nos cadres et gestionnaires? Que dire de leur sens de l'innovation et de leur réceptivité face à la nouvelle technologie?

Par rapport aux dirigeants des entreprises d'autres pays, les nôtres se soucient-ils suffisamment de la qualité, de la

2. Diane Francis, *Financial Post*, 6 mai 1993.